

Ce mercredi, le chef caquiste François Legault dévoilait même son autocar de tournée pour mieux vendre son Projet Saint-Laurent. La Coalition avenir Québec est troisième dans les sondages, mais le premier parti à monter à bord de l'autobus pré-électoral...

Comme indice d'une élection possiblement printanière, rien ne rivalise par contre avec la petite bombe politique plantée savamment à la une du *Journal de Montréal* de mardi:

«Le gouvernement Marois veut non seulement bannir le foulard islamique et les autres signes religieux apparents de la fonction publique et des tribunaux, mais également des CPE, des écoles et des hôpitaux ».

Et l' [article](#) de poursuivre :

«la Charte des valeurs que présentera le ministre Bernard Drainville sous peu va beaucoup plus loin que ce que préconisait le rapport Bouchard-Taylor, selon des sources sûres. L'État doit être neutre, estime le gouvernement péquiste, qui entend bien reprendre le flambeau de la question identitaire

Croix ostensible, voile intégral comme le niquab ou la burqa, le hidjab (voile couvrant les cheveux), le turban sikh et la kippa juive seront tous interdits dans les ministères, organismes, sociétés d'État, tribunaux et corps policiers.»

Le pavé avait beau peser lourd, le même ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne, Bernard Drainville, est resté muet toute la journée.

Comme je l'expliquais ce même mardi à l'émission *Pas de midi sans info*, en refusant de

Écrit par Josée Legault
Mercredi, 21 Août 2013 18:52 -

confirmer ou d'infirmer l'article du
Journal

, le ministre semblait confirmer par défaut que le tout risque fort d'être un gros ballon politique. Et que sa source viendrait probablement de ses propres rangs.

Si tel était le cas, le service de monitoring des médias du Bureau de la première ministre a dû faire du temps supplémentaire cette semaine. Question de suivre tout ce qui se disait et s'écrivait sur le sujet. Sans compter les sondages internes qui se feront au Parti québécois. Question de vérifier si le «ballon» fait bouger ou non vers le haut le thermomètre des intentions de vote pour le PQ.

Un pavé annoncé d'avance

Dès la fin mai, Bernard Drainville indiquait pourtant déjà que le gouvernement abandonnait son engagement électoral de présenter une vraie Charte de la laïcité pour la remplacer par une Charte des valeurs québécoises appelée, par définition, à ratisser nettement plus large.

En [entrevue](#) avec *Le Devoir*, tout en remettant le «débat» à l'automne, le ministre jurait même que cette Charte pourrait devenir la Loi 101 des valeurs. Vaste programme, en effet.

(La deuxième partie de ce billet abordera le fond de la question du port des signes religieux. Cette première partie s'attardera aux tactiques et stratégies derrière ce choix possible du gouvernement.)

Avec la forte possibilité d'une élection printanière et malmené dans les sondages, comme le ferait n'importe quel gouvernement dans la même situation, celui de Pauline Marois –

Écrit par Josée Legault
Mercredi, 21 Août 2013 18:52 -

minoritaire de surcroît -, se cherche une «bouée électorale» potentielle depuis plusieurs mois.

Même si ce mercredi, un [sondage](#) *CROP-La Presse* indique une légère embellie estivale et post-Mégantic pour la première ministre Marois et le PQ, à 29% dans les intentions de votes, ses appuis demeurent fragiles et insuffisants. Quant au Parti libéral du Québec (PLQ), il reste en tête et fait même quelques gains avec ses 40%. Ce qui laisse la CAQ avec à peine 20%. Chez les francophones, le PQ mène avec 35%, mais le PLQ y augmente aussi ses appuis avec 28%.

Traduction : pour les troupes de Mme Marois, à moins que les sondages de l'automne ne leur soient plus généreux, l'inquiétude est toujours de mise.

Bref, pour le gouvernement Marois, cette possibilité d'une Charte des valeurs québécoises plus musclée a de bonnes chances d'être à ses yeux à la fois ballon et bouée. Un ballon politique pour sonder ses appuis dans ce dossier controversé couplé d'une bouée électorale qu'il souhaite apte à faire remonter ses intentions de vote d'ici les prochains mois.

Le jour de la marmotte

Or, en fait, on se croirait en plein jour de la marmotte.

À preuve, reprenons le début de l'article du *Journal de Montréal* de ce mardi:

«Le gouvernement Marois veut non seulement bannir le foulard islamique et les autres signes religieux apparents de la fonction publique et des tribunaux, mais également des CPE, des écoles et des hôpitaux».

Puis, comparons-le avec le début de cet [article](#) paru dans *Le Devoir*:

«Le Parti québécois veut que la fonction publique et parapublique ait une tenue vestimentaire exempte de tout symbole religieux, obligeant les employés de l'État à laisser leur turban, kippa ou hidjab sur le pas de la porte des écoles, hôpitaux, centres de la petite enfance et autres ministères.»

La ressemblance entre les deux extraits est impressionnante.

Or, cela n'est pas du «plagiat», loin s'en faut, mais simplement l'histoire qui se répète...

L'article du *Devoir* remonte en fait au 18 octobre 2007. Soit, il y a de cela presque cinq ans déjà.

Comme par hasard, les recettes proposées se ressemblent et les circonstances politiques pour le PQ, sans être parfaitement identiques, se ressemblent aussi.

Rappelons qu'en 2007, la situation pour le Parti québécois était bien pire encore. Il croupissait à l'Assemblée nationale au rang de 3e parti depuis l'élection du 27 mars sous la direction d'André Boisclair. Le PQ n'avait récolté que 28% des voix alors que l'ADQ de Mario Dumont lui ravissait le statut d'opposition officielle.

Après la démission attendue de M. Boisclair, Mme Marois lui succédait en juin et opérait un double choix stratégique important:

1) La mise de côté de tout échéancier ou engagement référendaire dans l'éventualité d'un retour au pouvoir.

Écrit par Josée Legault
Mercredi, 21 Août 2013 18:52 -

2) En lieu et place, le PQ adoptait un positionnement moins pro-actif sur la souveraineté, mais plus nationaliste.

Sa recette : se présenter à l'électorat francophone comme l'ultime défenseur de l'identité québécoise. Au PQ, c'était l'heure du grand retour du vocable «Nous» comme leitmotiv – un Nous avec un N majuscule...

Dès l'automne 2007, Mme Marois concrétisait ce virage en présentant le projet de loi 195 dont le titre était «Loi sur l'identité québécoise». Rien de moins. Ce projet de loi promis de toute manière à ne jamais être adopté voyait grand, très grand. Il proposait, entre autres choses, une constitution québécoise, une citoyenneté québécoise, un contrat d'intégration de trois ans pour les immigrants, et tutti quanti. Bref, le Québec serait une province, mais se prendrait pour un pays.

La raison de ce choix tactique sautait aux yeux de tous les analystes. Relégué au rang humiliant de 3e parti, la stratégie du «Nous» visait surtout à tenter de reprendre à l'ADQ le terrain «identitaire» qu'elle avait monopolisé sous Mario Dumont sur la fameuse question des accommodements raisonnables. Lesquels touchaient surtout dans les faits des histoires d'accommodements dits religieux.

Également devenu le substitut à une souveraineté mise en veilleuse, au PQ, cette politique du «Nous» visait aussi à rassurer la partie plus nationaliste et conservatrice de sa propre base découragée par l'ère Boisclair.

Le projet de loi 195 avait fortement divisé l'opinion publique, mais réussissait néanmoins à remettre le PQ sur la «carte» nationaliste. Si plusieurs autres facteurs ont certes contribué à son retour à l'opposition officielle en décembre 2008, son grand «Nous», malgré les controverses et l'amateurisme qu'il laissait parfois transpirer, y aura tout au moins contribué un tantinet.

Courtiser les orphelins politiques

Aujourd'hui, le PQ tente à nouveau le coup. Au pouvoir, mais fragilisé par sa minorité, sa gouvernance décevante et l'arrivée d'un nouveau chef au PLQ dont les appuis montent lentement chez les francophones, Mme Marois persiste et signe.

En jouant aussi fortement la carte identitaire/nationaliste, c'est non seulement à une partie de sa propre base déçue que le PQ s'adresse, mais aux francophones tentés par le PQ et la CAQ – deux partis peinant à répondre à leurs sentiments nationalistes.

Qui plus est, le gouvernement Charest n'ayant rien fait de concret dans le dossier pour ses propres raisons électoralistes, certains [sondages](#) plus récents montrent toujours une opposition marquée d'une majorité des répondants à toute forme d'accommodements de type religieux. Cette opposition étant encore plus forte chez les francophones – l'électorat même que se disputent le PQ, le PLQ, la CAQ et Québec solidaire.

Du « *wedge politics* » ?

Le renforcement promis et nécessaire de la Loi 101 n'étant plus que l'ombre de lui-même, à l'instar de Jean Charest face à la grève étudiante, le Parti québécois aurait-il trouvé avec son projet de Charte des «valeurs» québécoises sa propre «politique de division» électoraliste – son « *wedge politics issue* », comme disent les Anglais?

Rappelons que le « *wedge politics* » – ou stratégie de division – est un grand classique bien connu des analystes et des stratèges politiques. Comme je l'expliquais

[ici](#)

:

«La «politique de la division», c'est tenir une position inflexible sur un sujet fort et contentieux qui divise et polarise l'opinion publique; qui oppose le parti la défendant à celle des partis adversaires; et, enfin, qui l'aide à consolider sa propre base. (...) cette stratégie, lorsque utilisée, l'est souvent par un parti quand une élection se pointe à l'horizon et qu'elle se promet d'être une lutte serrée.»

Qui plus est, même si la position contentieuse en question vient à être adoucie avec le temps, son effet sur l'opinion publique peut également se faire sentir. Du moins, théoriquement. Et comme la politique n'est pas une science exacte...

De toute manière, les prochaines semaines sauront confirmer ou infirmer deux choses. À savoir si: 1) le ballon politique coulé dans les médias ressemblera vraiment ou non à la proposition présentée en septembre par le ministre Drainville; 2) si le gouvernement choisira ou non de jouer son projet – son vrai projet -, comme d'une véritable stratégie de division.

Une chose, par contre, est certaine. Si le volet «signes religieux» du projet d'une Charte des valeurs québécoises ressemblait à ce que le *Journal de Montréal* en rapporte – le «si» étant important -, le débat promettrait en effet d'être non seulement difficile, mais acrimonieux.

À venir : dans la deuxième partie de ce billet, nous aborderons le fond de la question d'une Charte des valeurs québécoises et d'une interdiction possiblement élargie des signes religieux.

Cet article [Charte des valeurs québécoises : ballon politique ou bouée électorale? \(I\)](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#)

Charte des valeurs québécoises ballon politique ou bouée électorale I

Écrit par Josée Legault

Mercredi, 21 Août 2013 18:52 -

Consultez la source sur Lactualite.com: [Charte des valeurs québécoises ballon politique ou bouée électorale I](#)